

## L'entreprise en Europe

Résolution de la Commission Économique et Sociale  
adoptée par le Conseil Central de Bruxelles (8 décembre 2006)

La Commission Économique et Sociale de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réunie à Bruxelles le 15 septembre 2006 pour examiner les questions touchant à l'entreprise en Europe, a adopté les recommandations suivantes concernant les entreprises en Europe après avoir entendu des représentants du patronat européen (UNICE) et de la Commission Européenne:

- ◇ **la bonne gouvernance** des entreprises est une préoccupation très présente dans l'opinion publique. Elle doit reposer essentiellement sur une bonne organisation des relations entre les actionnaires, les dirigeants et le Conseil d'administration. Elle nécessite aussi un effort accru de transparence sur des questions comme la lisibilité des comptes, l'indépendance des administrateurs, la rémunération des dirigeants, les modes d'attribution et de valorisation des *stocks-options* (dont la commission approuve au demeurant le principe). L'actionnariat des salariés, devrait, en outre, être développé et encouragé;
- ◇ **la régulation publique** de la gouvernance a parfois conduit à des excès (loi Sarbanes-Oxley). La préférence de la commission va à une approche par les principes - à condition que leur application puisse être vérifiée et dans toute la mesure possible sanctionnée - plutôt que par des textes détaillés, dont l'application purement formelle peut vider la gouvernance de tout sens réel. La commission souligne également qu'une juste part doit être laissée à l'autorégulation et aux codes de bonne conduite professionnels dans ce domaine;
- ◇ **le statut de la société de droit européen** constitue un progrès important: sa mise en œuvre effective est cependant handicapée par le manque de convergence en matière de fiscalité et de participation des salariés. La commission, rappelant qu'il existe 23 millions de chefs d'entreprise dans l'UE, souhaite qu'un régime spécial plus simple soit introduit en faveur des PME. Plus largement, un effort d'unification du droit de la propriété et du droit des affaires (droit des contrats, statut de la fiducie, droit des garanties, régime des obligations, etc...) voire du droit du travail en Europe, devrait être fait. A tout le moins, l'adoption de principes généraux de base communs sur ces sujets serait un progrès, qu'une application trop large de la notion de subsidiarité ne doit pas bloquer;
- ◇ **les nouvelles normes comptables IFRS** obligatoires depuis 2005 pour les entreprises cotées posent des problèmes pratiques - débat sur la généralisation de l'approche selon la "*fair value*", composition peu représentative du Conseil de l'IASB, coût élevé de mise en œuvre. La commission souhaite qu'un effort supplémentaire soit fait pour une harmonisation entre les normes américaines ("US Gaap"), les normes IFRS, et éventuellement les normes japonaises, en faisant prévaloir le plus largement possible une approche fondée sur les principes;
- ◇ **la protection de la propriété intellectuelle** est vitale pour les entreprises, notamment les plus innovantes. Il s'agit là d'un des principaux éléments du rapport de forces technologique. La commission demande que des progrès concrets soient faits pour réduire le coût encore élevé des brevets sur le territoire de l'UE, notamment en adoptant un système d'enregistrement unique et en confiant à la Cour

Européenne de Justice une juridiction centralisée pour faciliter le règlement des litiges;

- ◇ **les régimes régissant les OPA**, sollicitées ou non, doivent poursuivre leur convergence au plus tôt. La commission se réjouit que l'Union Européenne se soit saisie de ce problème. Elle juge notamment important de définir des systèmes qui permettent de donner un plus grand pouvoir de décision aux actionnaires stables, et d'y associer les autres parties prenantes ("*stakeholders*"), notamment le management et les employés de la firme.

Au-delà de ces aspects normatifs, la commission estime nécessaire, plus largement, d'agir pour améliorer **la perception de l'entreprise**, qui reste trop souvent négative dans certains pays dans le public et même au sein du monde politique;

- ◇ **l'esprit d'entreprise** est primordial pour la croissance en Europe et pour le succès de la "Stratégie de Lisbonne", qui reste en panne malgré les efforts de la Commission Européenne, et doit devenir une vraie priorité pour les États membres. Un effort significatif doit être fait pour inciter davantage, y compris dans le secteur financier, à la prise de risques économiques et financiers que cet esprit d'entreprise implique. Ceci suppose que des financements puissent être mobilisés par un secteur financier plus ouvert au risque et assez flexible pour soutenir effectivement les "jeunes pousses". De même, les freins à la créativité comme l'excès de réglementation et de charges bureaucratiques doivent être éliminés autant que possible;
- ◇ tout en respectant sa vocation éducative fondamentale, **le système d'enseignement** doit s'ouvrir bien davantage sur les réalités de l'entreprise. Les professeurs doivent y être formés: la micro-économie doit être inscrite dans les programmes, sans exclure les jeux d'entreprises et les tests de mini-entreprises dans l'enseignement secondaire. Les entreprises elles-mêmes, dans le cadre de leur responsabilité sociétale, devraient consentir un effort accru en ce sens (accueil de stagiaires, soutien aux enseignements scolaires...). Une meilleure valorisation doit être apportée à l'enseignement technique et professionnel et aux formations en alternance;
- ◇ il est de mieux en mieux compris que **la formation** doit se poursuivre tout au long d'une existence active dont la durée est appelée à se prolonger. La reconnaissance des qualifications professionnelles acquises, sur la base d'un contrôle de qualité, est donc importante, d'autant qu'elle conditionne une bonne mobilité de la main d'œuvre au sein de l'Europe. L'action de la Commission Européenne dans ce domaine devrait être relancée et renforcée.

- - - - -